

« Jeunes pour l'égalité » : Une expérience réussie d'éducation à l'égalité filles-garçons

Le 22 juin dernier, 250 lycéen-ne-s venu-e-s des trois académies d'Ile-de-France se sont retrouvé-e-s à l'invitation d'Henriette Zoughebi, Vice-présidente aux lycées et aux politiques éducatives, au Conseil régional pour présenter leurs productions : affiches, photographies, textes, slams, chansons, théâtre-forum, courts-métrages et émissions de radio¹. A travers tous ces médias, ils se sont emparés de la question de l'égalité des filles et des garçons pour témoigner, dénoncer et revendiquer une société égalitaire et non-violente. Pendant trois heures, ces jeunes se sont écoutés avec respect et attention, à une période de l'année où leur présence scolaire n'était plus une obligation. Autant dire que la question leur tenait à cœur !

Cependant, leur implication et la réussite de cette demi-journée n'avaient rien de spontanées. Elles sont le résultat d'une année de travail et de la qualité du travail d'accompagnement réalisé par les associations (ADRIC, Cie Désamorces, Maison de l'arbre et Maison des écrivains), en lien avec les équipes éducatives. Cela n'aurait pas été possible sans l'engagement de la Région Ile-de-France et d'Henriette Zoughebi qui, le 1^{er} octobre 2010, faisait adopter le dispositif « Jeunes pour l'égalité ».

Ce dispositif régional, premier en son genre, vise à engager les jeunes dans une démarche active et participante contre le sexisme et l'homophobie, et en faveur de la laïcité en tant que principe fondamental pour vivre ensemble, en toute égalité, au-delà des divergences d'opinion ou de conviction. Cette politique de l'égalité à destination des jeunes qui a été l'un des premiers actes forts du début de mandat d'Henriette Zoughebi, reposait sur divers constats.

- **La non-mixité de certaines filières scolaires et professionnelles** : dans la filière professionnelle, par exemple, 89% des filles optent pour le secteur des services et 55% des garçons pour le secteur de la production.
- **L'ampleur des violences subies par les jeunes** : 9% des filles et 2% des garçons de 14 à 18 ans ont été victimes de violences sexuelles ; 23% des garçons et 13% des filles de 12 à 18 ans ont été victimes de violences physiques.
- **La confusion entre liberté sexuelle et pornographie.**
- **Le contrôle de la sexualité et du corps des filles par les extrémismes religieux** : limitation de la présence et de la liberté de circulation des filles dans l'espace public, entrave à la contraception et à l'IVG, mariages forcés...

Pour répondre à ces situations, « Jeunes pour l'égalité » propose un travail en quatre étapes : sensibilisation des équipes éducatives, puis des jeunes, mise en place d'ateliers de

¹ Ces productions seront bientôt visibles sur un site de la Région. En attendant, vous pouvez retrouver une partie de ces productions à ces adresses :

- Slams : <http://soundcloud.com/blanqui93>
- Court-métrage : <http://www.l-a-p.org/spip.php?article453>
- Affiches : http://www.la-parole-errante.org/fichiers/affiches-jeunes-pour-l_egalite.pdf
- Exposition photos : <http://lyc-hector-guimard.scola.ac-paris.fr/0000019872107721c/index.html>
- Radio : <http://www.radio-egalite.org/accueil.php>

création pour les jeunes, et enfin valorisation et mutualisation des outils de sensibilisation créés par les jeunes tout au long du processus.

Les sensibilisations ont été des moments très instructifs sur les jeunes et leurs attentes. L'ADRIC qui a en charge cette partie-là, et ses intervenant-e-s sont allé-e-s, pendant **l'année scolaire 2011-2012**, à la rencontre de **plus de 4 000 jeunes franciliens dans 18 lycées d'Ile-de-France** pour débattre des questions qu'ils se et nous posent sur l'égalité des filles et des garçons. Au programme : les violences sexistes et sexuelles, l'orientation sexuée, la liberté sexuelle et la laïcité. Au total, plus de **176 heures** de débat dont nous pouvons tirer de nombreux enseignements.

Des jeunes en recherche de repères et d'échanges avec des adultes

« Cette démarche est importante et nécessaire pour faire évoluer les mentalités », affirme Audrey, élève à Sainte-Geneviève-des-Bois. Comme elle, les autres jeunes ont adhéré à la démarche parce que les relations inégalitaires les font souffrir et que bien souvent ils n'ont personne à qui en parler, comme le soulignent d'autres témoignages : « Nous avons développé certains sujets qui sont plutôt difficiles à aborder dans un autre cadre » (Emilie, Sainte-Geneviève-des-Bois) ; « Ca m'a permis de m'exprimer sur des sujets considérés comme tabous chez moi » (Rahna, Aulnay-sous-Bois). La règle de **la liberté de parole** propre à ces débats est l'une des conditions de réussite et d'adhésion des jeunes à la démarche : « On a parlé librement et sans complexe », nous dit Samy de Montreuil.

Le dispositif « Jeunes pour l'égalité » leur offre un **espace de parole** et la possibilité de se confronter, au sens positif du terme, à des adultes. Pour Lisa de Paris, « ça permet de réfléchir à certaines questions, de pouvoir comprendre et poser nos questions à des personnes qualifiées », et pour Mohamed de Sainte-Geneviève-des-Bois, « l'avis d'une professionnelle nous a permis d'en apprendre un peu plus et de casser les clichés et autres idéologies ». Cet espace de parole répond ainsi à **un besoin accru d'information**

Ce dialogue avec des professionnel-le-s les amène à **une prise de conscience** : « ça aide à prendre conscience des réalités » (Victoire, Paris) ; « j'ai pris conscience de ce qu'est réellement le sexisme » (Jérémy, Sainte-Geneviève-des-Bois) ; « je me suis rendu compte que certains mots que l'on utilise sont beaucoup plus grave qu'il n'y paraît. » (Dan, Sainte-Geneviève-des-Bois) ; « ça nous a ouvert les yeux sur les mots que nous disons. On les dit en inventant des sens, sans prendre en compte le sens réel. Il faut réfléchir avant de sortir des mots » (Khadidjatou, Evry) ; « ça m'a fait réfléchir à l'égalité, aux préjugés, aux stéréotypes. Ca m'a remis les idées en place » (Fatma, Evry).

Cette prise de conscience est nécessaire à **un changement dans les comportements**, et les jeunes ne rechignent pas à se remettre en cause. « Ca m'a ouvert l'esprit. J'ai réalisé que je faisais des choses dans la vie quotidienne qui peuvent blesser quelqu'un » (Samia, Aulnay-sous-Bois) ; « je vais réfléchir aux préjugés que j'avais » (Jules, Paris). Ce regard critique sur soi, sur ses propres comportements les responsabilise, les aide à « savoir prendre des décisions, assumer ses responsabilités » (Lucie, Villepinte), à « changer de comportement » (Cyril, Paris), « à arrêter de critiquer les homosexuels » (Mamadou, Saint-Ouen), « à avancer » (Amine, Paris), à « avoir de meilleures relations avec les autres » (Joël, Evry).

Du goût du débat au débat pour le changement

Autre raison pour laquelle les jeunes adhèrent au projet : leur soif de débattre. D'abord parce qu'ils ont **le sentiment de ne pas être suffisamment écoutés** : « Ca m'a donné le droit de m'exprimer » (Ismaël, Paris). Ce droit à la parole réhabilite les jeunes les plus en souffrance, ceux qui ont le sentiment de ne jamais compter, d'être invisibles. Ensuite parce qu'ils ont l'envie de **découvrir ce que d'autres pensent** : « On a pu s'exprimer et exprimer notre vision, et comprendre les avis des autres » (Jamel, Sainte-Geneviève-des-Bois) ; **ce que pensent les camarades qui n'appartiennent pas au même milieu social** : « Cela m'a permis de comprendre la façon de penser d'autres personnes appartenant à un autre milieu que le mien. » (Xavier, Paris) ; et surtout **ce que pensent les camarades de l'autre sexe** : « Cela m'a fait découvrir le point de vue des garçons sur l'égalité des sexes » (Aïcha, Trappes). Enfin, le sujet de **l'égalité des filles et des garçons** est perçu par nombre d'entre eux comme important à aborder, d'autant plus qu'ils ne font pas spontanément d'eux-mêmes : « Ca m'a permis de voir l'avis des autres et de partager mes réponses avec des élèves. Car, on ne parle pas souvent de ça », nous dit Younes de Gennevilliers. Une de ses camarades ajoute : « Le sujet est intéressant. Il fallait un débat de ce genre, surtout pour nous les adolescents ».

Précisons brièvement que les débats sur **les violences et sur la liberté sexuelle** visent à définir avec les jeunes les différentes formes de violences (sexistes et homophobes), à travailler sur la notion de consentement (très floue pour certaines et certains d'entre eux), à distinguer la liberté sexuelle de la culture pornographique, ou encore de la prostitution. En effet, il existe de nombreuses confusions et questionnements à ce sujet. Les repères culturels et culturels sont aussi interrogés par les jeunes, notamment dans **les débats sur la laïcité**, très utiles pour redéfinir ce principe souvent mal compris. Avec une approche comparative, ces débats démontrent comment l'idéologisation de la religion fait obstacle à l'égalité des sexes et comment la laïcité, par l'affirmation de l'égalité de traitement entre les individus et de la liberté de conscience, joue un rôle fondamental en faveur de l'égalité des filles et des garçons. Enfin, **les débats sur l'orientation scolaire et professionnelle** offrent aux jeunes des outils d'analyse des mécanismes de production et de reproduction de la division sexuée des filières d'orientation, ainsi que des outils pour déconstruire les représentations sexuées des compétences, des qualités et des intérêts des filles et des garçons, largement répandues et prétendument naturelles, qui justifient les inégalités.

Pour certains, ces débats sont l'occasion d'**être confortés dans leur positionnement** et d'être soutenus par la parole d'un adulte face au groupe de pairs : « Ca fait plaisir d'entendre ce que je voudrais dire à certains » (Henri, Paris), ou encore : « J'ai trouvé le débat très intéressant et il m'a donné envie de protéger mes idées et de trouver des arguments pour les défendre ! » (Juliette, Paris) Dans certaines classes, on a senti de l'étonnement et aussi du soulagement de la part du groupe en découvrant que les meneurs qui avaient su s'imposer et faire croire que le machisme et la misogynie étaient la norme, n'étaient finalement que deux ou trois et que la majorité ne partageait pas leurs positions. Apprendre que, malgré l'appartenance à une même génération, ils ne pensent pas la même chose est à la fois salvateur et libérateur pour leur construction personnelle. Cet apprentissage leur permet notamment de **pouvoir se situer dans un groupe et de s'y affirmer**, ainsi que l'exprime Audrey de Sainte-Geneviève-des-Bois : « J'ai trouvé cela intéressant de confronter mon avis avec les autres » (Audrey, Sainte-Geneviève-des-Bois). Un élève de Gennevilliers explique aussi : « Ca nous fait réfléchir à certains comportements que tout le monde peut avoir à cause de l'influence de nos camarades sur nous », et une

autre : « Ca m'a permis de savoir ce que les personnes de mon âge pensait de l'égalité des filles et des garçons. J'en ai conclu que j'étais beaucoup plus mûre et mature que certains ».

Briser le fatalisme et participer au changement social

Cette prise de conscience de ce qu'ils sont en rapport aux autres, de leurs points communs et surtout de leurs divergences est une étape primordiale dans le changement des mentalités et des comportements. Alors qu'au début du projet, la plupart des jeunes sont enfermés – du moins, c'est ce qu'ils expriment - dans un sorte de fatalisme qui ne les autorise ni à considérer que la société peut changer ni à se considérer comme acteurs potentiels de ce changement, c'est à partir de la confrontation avec les autres, à partir de cette mesure qu'ils imaginent ce qu'ils voudraient pour l'avenir, « aux possibilités de changer les choses » comme l'écrit un élève de Saint-Ouen. Cédric d'Aulnay-sous-Bois a ainsi « appris que l'on pouvait changer des choses dans notre quotidien ». Pour Katharina de Saint-Ouen, « ces débats ont permis de réfléchir aux solutions possibles pour que nous, les jeunes d'aujourd'hui, nous changions ces stéréotypes et ces inégalités ». « C'est à nous de faire changer les mentalités », avance désormais Alison de Sainte-Geneviève-des-Bois, « afin qu'on soit plus égaux » complète Méлина d'Evry.

Découvrant leur pouvoir d'action, les jeunes énoncent trois types de solution :

1. **Le changement de leurs propres attitudes et stéréotypes, notamment en ce qui concerne les injures sexistes et homophobes.** Comme le dit Samia d'Aulnay-Sous-Bois : « Ca m'a ouvert l'esprit. J'ai réalisé que je faisais des choses dans la vie quotidienne qui peuvent blesser quelqu'un. »
2. **La nécessité d'éduquer les enfants dès le plus jeune âge.**

4

Pour les jeunes, le rôle de l'éducation des enfants est évident et c'est là qu'il s'agit principalement d'intervenir, de manière institutionnelle ou personnelle. Ainsi, Marc de Paris réfléchit « à ce qu'[il ferait] pour éduquer [s]es enfants (si [il] en a) ». Priyara, du même établissement, se dit que : « peut-être que quand j'offre des cadeaux à des cousines qui viennent de naître, je devrais changer, varier et diminuer le fait de voir son sexe pour lui offrir des cadeaux ». Et pour CF de Sainte-Geneviève-des-Bois, il faudrait « changer l'éducation des tout-petits afin que plus grands ils soient tous sur un pied d'égalité ».

3. **L'information sur les violences sexistes et sexuelles auprès des jeunes.**

Les jeunes insistent sur l'importance pour eux d'être informé-e-s sur les violences et leurs conséquences sur les victimes. « Je trouve que la sensibilisation des jeunes sur le sujet des violences sexuelles est nécessaire car il n'y a pas une grande prise de conscience chez eux du fait que l'on a tendance à penser que cela n'arrive qu'aux autres », nous dit Annaëlle de Paris ; et sa camarade de classe, Héloïse insiste sur le fait que : « les violences sexistes et sexuelles sont un sujet très peu abordé, un peu tabou, et je trouve ça important de pouvoir en parler avec des gens au courant, de manière aussi libre ». Cette information est nécessaire pour **les alerter et leur permettre de se protéger ou d'être solidaires d'autres victimes**. « Ce sujet nous touche directement. Il est donc intéressant de se rendre compte de la situation et de se protéger », nous dit Camille d'Evry ; « La séance permet de se rendre compte de l'importance des choses, que ces choses ne sont pas à prendre à la légère. Les violences physiques et verbales sont présentes malheureusement et il faut apprendre à se défendre et à réagir contre plutôt que de vivre avec », confirme Rodi de Sainte-Geneviève-

des-Bois. Bahia de Corbeil-Essonnes sait désormais « que si un de [s]es proches est agressé, il est important d'en parler pour l'aider », de même pour son camarade Alexandre qui nous dit : « Maintenant, je sais comment réagir si je suis témoin de harcèlement ». Quant à Christopher de Trappes, il a appris qu'il n'y a aucune honte pour un garçon à se désolidariser de ses camarades et qu'il ne faut pas « avoir peur de dire 'arrêtez' quand on est en groupe » si on est en désaccord avec les actes dudit groupe. Bien au contraire !

Prendre en charge les jeunes victimes de violences

Pour un certain nombre de jeunes (filles et garçons), le dispositif « Jeunes pour l'égalité » a été l'occasion d'être entendu-e-s, souvent pour la première fois, sur des **sujets douloureux** comme les violences. « Ca m'a beaucoup appris sur les violences. Ca nous concerne tous, mais on n'en parle pas souvent à notre entourage » (Sarah, Aulnay-sous-Bois) ; « ça m'a fait réfléchir aux violences rencontrées au cours de ma vie et aux divers harcèlements sexuels subis étant plus jeune, sans pourtant en avoir pris conscience » (MC, Sainte-Geneviève-des-Bois) ; « j'ai eu une amie qui a été victime d'un viol et j'ai pu comprendre grâce à votre séance les réactions qu'elle a pu avoir (comme le fait de ne pas se débattre) que je ne comprenais pas » (Saliha, Paris).

Savoir identifier les violences, déconstruire les idées reçues sur les victimes et apprendre à se protéger ou à être solidaires sont les objectifs principaux des débats sur les violences. La dénonciation par les jeunes de violences subies, souvent par des adultes, parfois par d'autres jeunes, en est l'une des conséquences. Quelques garçons et un peu plus de filles ont parlé, après les débats aux intervenant-e-s, ou bien sont allé-e-s voir l'infirmière de leur lycée pour leur faire part de divers types de violences subies : mariages forcés, viols, incestes, agressions sexuelles, harcèlement sexuel, excision... Ces jeunes ont été suivis et orientés vers les structures spécialisées, ce qui a permis à certains de reprendre leur scolarité en main.

5

La nécessaire implication des équipes éducatives

Bien entendu, pour être efficace, tout ce travail doit être soutenu par les équipes éducatives. C'est pourquoi le dispositif « Jeunes pour l'égalité » les implique dès le début : deux à quatre séances de travail ont été organisées dans chaque lycée en amont des débats avec les jeunes. Ces séances ont, elles aussi, été riches d'échanges et de questionnements. Ainsi, les participant-e-s sont généralement resté-e-s au-delà des 3 heures initialement prévues pour chaque séance afin de poursuivre les discussions. Ils ont fait part de certaines situations vécues dans les établissements et ont exprimé leur satisfaction d'avoir ces espaces d'échange pour prendre de la distance, mettre en réflexion leur vécu, et définir, avec leurs collègues, des pistes d'élaboration de réponse.

Les situations évoquées mettent en exergue une complexité qui demande une analyse multidimensionnelle : sociologique, historique, psychologique, culturelle et politique. Elles renseignent par ailleurs sur le malaise des professionnel-le-s de l'Éducation nationale en recherche d'une démarche adéquate pour résoudre certains problèmes. Parmi les situations les plus difficiles, ces faits marquants ont été évoqués dans plusieurs lycées :

- les propos sexistes mettant en question l'autorité de certaines jeunes enseignantes, ainsi qu'une forme de harcèlement subi par elles de la part des élèves les plus âgés ;

- la mise en question des compétences des enseignantes en matières professionnelles ou technologiques de la part d'élèves et de collègues parce qu'elles sont des femmes dans des filières exercées majoritairement par des hommes ;
- l'acceptation et la justification des rôles sexués parce que supposés naturels ;
- l'homophobie ouvertement et régulièrement exprimée par les jeunes ;
- la récurrence des agressions sexuelles (mains aux fesses) des garçons sur les filles, considérées comme normales ;
- la banalisation de la pornographie et de certaines formes de prostitution lycéenne ;
- la confusion entre liberté sexuelle et pornographie ;
- l'utilisation des nouvelles technologies à des fins d'humiliation sexuelle des filles et de valorisation de la virilité conquérante des garçons ;
- la dévalorisation des garçons non-machistes appelés « canards » ;
- le défi soulevé par l'idéologisation de la religion au détriment des apports scientifiques ;
- l'absence des filles en sport ou le refus d'étudier des textes littéraires qui présentent des allusions sexuelles ou d'étudier l'anatomie humaine en biologie sous des prétextes culturels ou culturels ;
- les mariages forcés de filles et de garçons, notamment après l'obtention des diplômes.

Même s'ils ne sont pas le fait de tous les élèves ni de tous les adultes, ces comportements ou positions ont des impacts sur l'enseignement et l'ambiance générale entre les filles et les garçons. Leur mise en réflexion de manière collective permet aux équipes éducatives de s'approprier des outils d'analyse, d'identifier les dimensions sociales, politiques et psychologiques de ces phénomènes. En même temps, ces échanges permettent de créer une culture commune sur ces thématiques sensibles et de valoriser les savoirs et les savoir-faire existant pour optimiser le rôle des professionnel-le-s.

Les attentes de ces derniers sont importantes : la plupart exprime un besoin d'approfondissement de la démarche et d'une véritable formation sur ces questions et estime important que les jeunes aient les mêmes apports et soient engagés dans une réflexion-action sur ces sujets.

A l'horizon de cette expérience, des enseignements

En résumé, pour Henriette Zoughebi, les enseignants principaux à tirer de la première année d'expérimentation de « Jeunes pour l'égalité » sont :

- l'importance de donner aux jeunes un espace de parole, les moyens de s'exprimer sur des sujets qui les concernent au quotidien, et de les aider à se sortir de situations dangereuses ;
- la nécessité de la présence de psychologues dans les établissements, de la formation des personnels sanitaires et sociaux aux violences sexuelles et aux questions liées à l'égalité, et de la construction d'outils nationaux pour soutenir les jeunes en difficulté ou en danger ;
- le besoin d'un véritable accompagnement des filles ou des garçons minoritaires dans leur classe (notamment dans les filières technologiques et professionnelles), et de l'ouverture d'une réflexion nationale sur la production et la reproduction de l'orientation sexuée par les jeunes, les enseignant-e-s et les familles ;

- l'utilité d'intégrer à la formation initiale et continue des équipes éducatives les questions liées à l'égalité des filles et des garçons et à la laïcité, et de prendre en compte ces questions dans les programmes scolaires ;
- l'urgence d'un partenariat actif entre les Ministères de l'Education nationale, des Droits des femmes et les collectivités pour s'organiser sur ces thèmes prioritaires avec des moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux.

Henriette Zoughebi

Vice-présidente aux lycées et aux politiques éducatives

Clara Domingues

Responsable du projet « Jeunes pour l'égalité » - ADRIC